

du tout une période de consolidation et de stabilisation, mais une période de grandes crises, de grandes luttes révolutionnaires, dans laquelle nous pourrions développer notre parti, à condition, bien entendu, qu'il ne suive pas une politique complètement erronée. Et l'exemple du parti français est symptomatique. C'est le premier parti qui, depuis environ trois ou quatre mois, voit venir à lui, presque chaque jour, de nouvelles adhésions et cela ne peut être expliqué que par une situation de crises révolutionnaires et de marche vers de nouvelles batailles. En conclusion, je suis pour l'adoption du rapport de Gabriel en y ajoutant un certain nombre de compléments.

ERNESTO

Il est certain que le rapport présenté par le camarade Jérôme n'est pas suffisant, mais nous sommes ici justement pour l'approfondir et le rectifier. Je crois que le camarade Geoffroy a tort, lorsqu'il dit que c'est un document qui se rapporte à la discussion en vue de la prochaine conférence. Nous ne devons pas attendre la tenue de la prochaine conférence pour analyser après coup les événements. A l'échelle internationale, c'est nécessaire, bien entendu, mais cela n'empêche pas que le plénum examine la situation aujourd'hui pour vérifier si la politique était juste et s'il faut la rectifier. Le problème principal auquel nous devons nous attaquer pour donner une réponse sans équivoque, c'est la question de la soi-disant stabilisation.

Il ne s'agit pas, à mon avis, de s'en sortir en disant que le monde est en crise, que le capitalisme périra un jour. Il ne s'agit pas de dire non plus que la stabilisation est tout à fait relative, car ces mots n'expliquent rien. On a parlé de reprise économique, c'est un fait avéré, personne ne le conteste, mais je crois qu'on fait une erreur lorsqu'on rattache l'idée de la reprise économique à l'idée de la stabilisation de la situation. Une stabilisation relative, ce n'est pas une stabilisation si, par suite de la reprise économique, il n'y a pas une amélioration du niveau de vie des masses. Je reviens aussi au III^e Congrès de l'I. C. Le III^e Congrès ne s'est pas limité à constater la reprise économique, mais a ajouté qu'elle a accordé aux masses un niveau de vie, même artificiel, et en constatant ce fait, le III^e Congrès de l'I. C. disait que cette stabilisation comportait les prémisses d'une nouvelle guerre, et de là, la III^e Internationale s'engage vers le but final de la prise du pouvoir.

Il n'y a pas de stabilisation si la bourgeoisie, comme c'est le cas en Europe, est obligée de se servir des organisations traîtres pour se maintenir au pouvoir. Il n'y a pas de stabilisation économique lorsque le problème de la monnaie n'est pas résolu par la bourgeoisie. Il est certain que dans quelques pays européens, la reprise économique a atteint un niveau déterminé, mais nous ne devons pas pour cela tomber dans une sorte de théorie de stabilisation économique dans un seul pays, nous devons voir si l'essor économique de tel ou tel pays est encadré dans une perspective mondiale, ou si l'essor d'un pays quelconque est déterminé par la désorganisation du marché mondial qui permet à quelques pays de rentrer par la brèche. Aujourd'hui, le marché mondial n'est pas réorganisé.

Je ne veux pas revenir aux chiffres donnés ici à propos de la situation économique de la France, en prenant la France comme un pays-type d'un redressement économique de la bourgeoisie, mais il me semble que s'il y a un thermomètre pour mesurer le niveau économique d'un pays, c'est bien la balance commerciale. Hier, dans « Le Monde », il a été publié des chiffres, et on dit carrément : nos exportations ont continué à diminuer en poids et en valeur, en revanche, nos importations ont continué à augmenter et on termine par ce bilan : déficit 103 millions de francs; échange avec l'étranger : 80 millions de francs, c'est-à-dire que la France est débitrice de l'étranger.

Je ne connais pas les textes des camarades anglais où ils développent l'idée du boom, mais je dois souligner que les documents du camarade Haston ont été pour moi insuffisants et je ne suis pas convaincu. En tous cas, nous devons voir la situation en Angleterre, non seulement du point de vue de la reprise économique, mais voir aussi la situation anglaise par rapport aux colonies anglaises, c'est-à-dire si l'empire anglais se redresse. Ce que je demanderais aux camarades qui parlent d'une stabilisation, même relative, c'est de venir ici avec un programme politique tout à fait arrêté concernant les tâches qui découlent de la situation présente. Si nous nous limitons à constater les faits, sans tirer une conclusion politique, sans nous fixer des tâches, nous serons simplement des journalistes.

L'ensemble des mots d'ordre qui ont été approuvés par la pré-conférence du mois d'avril, sont-ils valables oui ou non? Voilà le problème auquel les camarades doivent répondre.

Il y a quand même quelque chose dans le texte de Jérôme avec quoi je ne suis pas d'accord, peut-être à cause de la formulation. On dit que l'évolution de la situation mondiale est dominée par la contradiction : U. R. S. S. - U. S. A.; il est évident que dans les rapports internationaux, cette contradiction prédomine; cependant, je pense que nous devons avoir un autre critère pour analyser la situation. Je crois que la contradiction est entre la bourgeoisie et le prolétariat à l'échelle mon-

diale; c'est, à mon avis, un point précis à déterminer. La contradiction U. R. S. S. - U. S. A. est déterminée par la contradiction bourgeoisie-prolétariat, et c'est à cause des grèves, des luttes, que la perspective de la troisième guerre mondiale se voit arrêtée.

Je ne crois pas non plus, comme dit le texte, que la crise du régime tripartite est maintenant proche, et tant en France qu'en Italie. Il est vrai que la bourgeoisie s'oriente de plus en plus à se débarrasser de la collaboration des sociaux-démocrates et stalinien; le pourra-t-elle dans un prochain avenir? Je ne le crois pas. La bourgeoisie, particulièrement en Italie et en France, sera obligée, à cause même de la crise révolutionnaire, de se servir encore des sociaux-démocrates et des stalinien.

Je termine en disant que, étant donné que les textes du camarade Jérôme s'avèrent ratifiés par les événements, je suis d'accord, avec la rectification de formulation que je viens d'indiquer.

LE VAN

C'est la première fois que j'assiste à un comité exécutif, à une réunion en présence de tant de camarades étrangers de notre Internationale, et je m'excuse de mon intervention brève, en espérant que ma voix encore jeune et inexpérimentée pourra trouver un accord parmi vous.

Une chose me choque dans la première journée de ce plénum, c'est que j'ai constaté qu'il y a un manque de sérieux et d'honnêteté. Quand on se dit militant révolutionnaire et qu'on cite les phrases des autres camarades, ou quand on voudrait se référer aux chiffres, je pense qu'il faudrait vraiment être sérieux et honnête. Hier, devant le rapport du camarade Jérôme, devant les citations des camarades britanniques, devant les citations de Geoffroy, devant la réponse du camarade Germain, je ne sais à qui me référer et je suis obligé de chercher des documents et ne peux prendre position à l'heure actuelle.

En ce qui concerne le rapport de Jérôme, il y a, pour ma part, trois points que je veux souligner.

— Deux questions fondamentales que Jérôme, je pense, n'a pas approfondies : question de l'U. R. S. S. et le problème du stalinisme. Je le souligne parce que dans l'action quotidienne partout où nous militons, en France, dans les autres pays ou dans les colonies, nous nous heurtons à un obstacle, c'est le stalinisme. Je voudrais donc demander au S. I. de bien approfondir ces deux questions et de les soumettre devant la conférence.

— La troisième question, c'est la brièveté et la simplicité de l'analyse de la situation en Indochine, en Indonésie, en Chine, Corée, Japon, Indes. Le S. I. ne nous donne qu'un petit exposé de la situation dans ces différents pays. Ce n'est pas un reproche; vu le manque de documents, vu les rares nouvelles qui sont parvenues jusqu'ici, il ne pouvait faire un exposé approfondi, mais j'ai à soumettre une idée. Je demande au S. I. d'envisager des liaisons sérieuses avec les camarades de Chine, des Indes, de l'Indochine, d'Indonésie, et ensuite de prévoir une conférence des pays d'Extrême-Orient, car, si la situation reste révolutionnaire dans ces pays, nous, militants de la IV^e Internationale, comment pourrions-nous diriger ces mouvements vers une solution heureuse et favorable, sinon par le développement de notre organisation qui pourra déterminer le changement de la situation mondiale à l'heure actuelle.

Situation de l'Indochine. — Une erreur doit être signalée. Le rapport a dit : « En Indochine et en Indonésie, la révolution continue à marquer un temps d'arrêt, qui accentue la prise d'influence sur les gouvernements du Viet Minh et Soekarno, des éléments de la bourgeoisie nationale enclins de trouver un modus vivendi avec l'impérialisme. » Je ne crois pas que c'est la bourgeoisie nationale qui est encline à trouver un modus vivendi avec l'impérialisme, mais je constate qu'à l'heure actuelle, c'est le Viet Minh, c'est-à-dire le stalinisme, qui se jette dans les bras de l'impérialisme français.

Je dois maintenant déclarer, au nom du groupe indochinois, que, vu le manque de discussion du rapport dans le groupe, nous nous abstenons de voter sur ce rapport. Je termine en demandant instamment au S. I. de faire tous efforts pour établir des liaisons avec les pays d'Extrême-Orient, et de prévoir une conférence avec les camarades de ces différents pays.

HASTON

Je voudrais rétablir un fait avant que le camarade Jérôme ne conclue. J'en parle parce qu'on en a parlé à la fois dans le rapport écrit et dans les déclarations de divers camarades ici au cours de la discussion, et le camarade indochinois a parlé de l'honnêteté des militants dans la question des citations. La critique faite dans le rapport du camarade Jérôme de la citation anglaise du document de la pré-conférence internationale est prise dans la traduction officielle que nous avons publiée après qu'elle nous ait été envoyée par le S. I. S'il y a une phrase dans ce document, c'est la responsabilité du S. I. et non pas du parti anglais. Il n'est pas question d'être malhonnête en citant les camarades avec l'intention d'en faire un « scoring point ». La phrase en question porte sur la question du réformisme et du stalinisme et de leurs qualifications.

JEROME (rapporteur)

Au dernier plénum, la plupart des camarades ont fait remarquer, lorsque nous avons parlé de l'activité du S. I., qu'il serait bon de faire précéder le rapport par une revue de l'activité du S. I. pendant la période entre les deux séances. C'est pourquoi le document que nous avons présenté était destiné à faire un tour d'horizon depuis la pré-conférence, dans le but de voir s'il y a lieu de faire des corrections importantes aux prévisions établies par la pré-conférence d'avril.

Différents camarades ont vu dans ce rapport une tendance à se livrer à une polémique. Etant donné que ce sont ces camarades qui, durant ces derniers six mois, ont développé une série d'opinions qui, plus ou moins, attaquent certains points importants de la résolution de la pré-conférence, il est impossible de faire un rapport politique, de faire une revue de l'évolution de la situation, sans essayer de donner une réplique à la critique soulevée au sujet de questions importantes, aussi bien par les camarades anglais que par les camarades français. Il est impossible que le S. I., dans le C. E. I., ne tâche pas de donner une réponse à des questions qui ont été soulevées publiquement, et qui ont eu des conséquences politiques. J'ai pris comme exemple que le représentant du parti anglais, au congrès du parti français, a déclaré que son parti est d'accord sur tous les points fondamentaux de l'appréciation de la nouvelle majorité du parti français, et qu'il ne croyait pas qu'il y avait base d'accord avec la ligne de la majorité sortante. Nous avons fait un rapport. Je demande combien de temps nous avons consacré à une attaque de fond contre les camarades anglais, à qui nous répondons d'ailleurs, que ce n'est pas le lieu d'entamer la discussion à fond sur la question des amendements anglais, dans ce plénum? Notre but a été de faire un rapide tour d'horizon de l'évolution de la situation économique et politique mondiale, pour voir s'il y avait lieu de faire des amendements importants au texte de la résolution de la pré-conférence d'avril.

J'ai mentionné dans mon rapport que sur ce plan il y avait déjà des documents dans l'Internationale (le texte de Germain, publié dans un B. I. du S. I., et dans la préface duquel nous disons que nous sommes d'accord fondamentalement) dont les camarades anglais n'ont pas encore pris connaissance et qui traitent la question de l'U. R. S. S. et la question des pays du glacis. Je n'ai pas voulu altérer le caractère de ce rapport en mettant au centre la question de l'U. R. S. S.; j'admets qu'il y a cette lacune dans le rapport et que la discussion était très bonne sur certains points et permettra d'ouvrir une discussion large dans les sections.

Sur la question des chiffres, j'indique dans ce rapport que les chiffres se rapportent au premier semestre de l'année 1946, les statistiques sont incomplètes et j'ai puisé tous mes chiffres dans une publication du ministère.

Il y a un seul point sur lequel je dois faire une rectification. Quand j'ai dit que la production pendant le premier semestre après l'autre guerre avait atteint le niveau de 1914, ce n'est pas vrai. Il faut ajouter : la production des moyens de consommation.

En ce qui concerne les données citées pour une série de pays en Europe, les chiffres pour la Grèce sont absolument valables, non seulement pour le premier semestre 1946, mais même pour la situation actuelle. Pour l'Italie, ils sont valables même pour le mois de septembre 1946. En ce qui concerne la crise du charbon dans toute l'Europe, l'« Economist » du 31 août dit : « La crise du charbon en Europe reste très sérieuse, car dans le marché... » et donne même des indications de durée pour plusieurs années. Il y a des chiffres significatifs en ce qui concerne le déficit de la balance du charbon.

En ce qui concerne les pays du glacis, le rapport, même dans sa partie écrite, dit que, dans presque tous les pays du glacis, l'indice de l'augmentation de la production oscille autour de 50 p. c. C'est vrai qu'il y a l'exception de la Tchécoslovaquie, mais c'est la seule exception jusqu'à ces derniers mois. En ce qui concerne la Pologne, la réponse du camarade Germain est juste. La Pologne a englobé une partie de l'Allemagne. En ce qui concerne l'Allemagne, les chiffres que j'ai donnés sont tout à fait véridiques et sont sortis de la même publication que les premiers.

Sur la question de la controverse avec les camarades anglais, j'avais dit, dans mon rapport et dans le texte de la conférence d'avril :

« Dans ces conditions, les perspectives les plus probables de l'évolution de l'économie se dessinent comme suit : la reprise de l'activité économique des pays capitalistes atteints par la guerre, en particulier des pays de l'Europe continentale, sera caractérisée par des rythmes particulièrement lents qui la maintiendront pour longtemps à des niveaux voisins de la stagnation et du marasme. Etant la seule à pouvoir satisfaire les besoins immédiats du marché mondial, l'économie américaine connaîtra tout d'abord un essor relatif qui encouragera le plein fonctionnement de son appareil productif. »

Les camarades anglais ont fait des amendements où ils ont laissé de côté la notion de l'Europe continentale, et ont écrit

des choses qui déplacent la question. Les camarades écrivent : « La position prise et défendue par la minorité du parti anglais selon laquelle les pays... est complètement fausse. » Je demande dans quel passage de la résolution il y a la position que les pays de l'Europe occidentale resteraient à un niveau de stagnation et de marasme et ne peuvent atteindre, même dans l'avenir, le niveau de 1938. De même, peut-on faire un amendement sur une base qui n'est pas exacte? Si ce passage a un sens, il est le suivant : La discussion doit déterminer si l'économie de l'Europe continentale suit un rythme particulièrement lent, comme nous tâchons de le démontrer, ou si nous sommes à la veille d'un boom, c'est-à-dire pas seulement d'une reprise, mais d'une reprise d'un rythme très rapide et d'une ampleur assez grande. Nous disons : nous sommes contre cette idée qui ne correspond pas à la situation concrète de l'économie européenne qui se débat dans des difficultés encore terribles qui déterminent un rythme particulièrement lent. Il y a quelques exceptions : la plus marquante, c'est celle de la Belgique, nous l'admettons. En ce qui concerne la France, vous vous trompez; la situation en France est caractérisée par une reprise assez lente et le niveau de 1938 sera peut-être atteint à la fin de cette année ou au début de 1947, mais le niveau de 1938, c'est un niveau de stagnation, de dépression terrible, le niveau le plus bas de toute l'évolution en France avant la guerre.

Dans ces conditions, on ne peut parler de boom, on peut parler de reprise assez lente, assez fragile, et qui imprègne d'une façon très profonde toute la situation en France.

La question de la reprise a une importance extrême sur notre tactique et nos mots d'ordre.

Sur cette idée qu'on tâche de répandre que les luttes actuelles en Europe sont causées par les luttes économiques, nous disons que le dénominateur commun des luttes peut être cherché dans les conditions qui règnent en Europe qui font que ces luttes ont un caractère révolutionnaire, anticapitaliste, politique. Les ouvriers luttent (non pas pour avoir un pouvoir d'achat beaucoup plus grand), mais pour que leur niveau de vie, déjà assez bas, ne s'abaisse pas encore davantage; il n'y a aucun gain réel des ouvriers en Europe, mais un continu abaissement de leur niveau de vie, excepté que dans une série de pays de l'Europe, pas même la question de la reprise lente ne peut être mise en avant. En Italie, les ouvriers ont un chômage progressif et c'est la même situation dans plusieurs pays du glacis.

Geoffroy a dit : « Vous n'apportez pas une arme pour les sections, vous ne dites pas quels devont être nos mots d'ordre. » Nous ne voyons pas de nouveaux mots d'ordre, de nouvelles tactiques. Nous voulons, au contraire, imprégner nos sections de l'esprit de la résolution de pré-conférence qui était basée, non pas sur la perspective d'une stabilisation très proche, mais sur le fait que, malgré cette reprise lente, le capitalisme en Europe se trouve dans une telle situation que l'ensemble de notre programme est encore valable. Geoffroy a dit : « Jérôme dit la même chose dans chaque rapport. » J'espère le dire encore pendant un certain temps.

En février dernier, j'avais dit que la situation dans le monde était une situation révolutionnaire. J'ai parlé de guerres civiles, de la situation en Amérique, et j'ai dit que le développement des luttes en Amérique dépassait nos perspectives. Le capitalisme européen a perdu beaucoup de choses du fait que la moitié des pays européens sont occupés par l'U. R. S. S., ce qui est un élément de crise révolutionnaire dans le monde. Ces facteurs sont des facteurs nouveaux et nous ne devons pas être influencés uniquement par ce qui s'est passé en France.

Sur la question des faits nouveaux depuis avril, nous en avons donné une série. Par exemple, les luttes décennées actuellement sont une nouvelle étape; vous l'avez admis vous-mêmes, camarades français. La divergence est que vous dites : ces luttes sont le résultat de la reprise économique, ce qui n'éclaircit pas du tout le caractère de ces luttes. Les ouvriers ont lutté parce que leur niveau de vie avait baissé d'une façon extraordinaire (grève des fonctionnaires). Quand vous mettez l'accent sur la reprise, vous négligez l'aspect révolutionnaire.

Les camarades anglais ne sont pas conséquents lorsqu'ils disent que l'Europe est à la veille d'un boom et que tous les mots d'ordre restent valables. Si nous sommes à la veille d'un boom, il faut changer les mots d'ordre, les camarades français sont plus conséquents; ils ont écrit : « Il y a en France une stabilisation relative, ce qui fait que nous devons avoir des changements dans nos mots d'ordre. Le gouvernement ouvrier et paysan est inactuel. » Ceci est une conséquence grave. Il y a de nouveau une crise gouvernementale en France et nous nous taions, parce que nous croyons que les ouvriers ne peuvent trouver un écho dans le mot d'ordre du gouvernement ouvrier comme mot d'ordre tout à fait actuel. Dans la dernière « Vérité », il n'y a pas un seul mot sur la question des scandales, alors que la solution se trouve vers le contrôle populaire du ravitaillement. L'article leader de la « Vérité » : « En avant pour la liberté et le pain », au moment où la bourgeoisie discute la question de la crise gouvernementale, où les socialistes revendiquent le gou-